Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-947** **30/11/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 18

Objet : Appel à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé de projet zones inondables rives de l'estuaire de la Gironde pour la délégation Aquitaine (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Bordeaux (33).

  Date limite de candidature : 6 janvier 2018.

- 1 poste de chargé de mission "gestion écologique du littoral " pour la délégation Aquitaine (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDI) à Bordeaux (33).

  Date limite de candidature : 6 janvier 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de technicien de laboratoire en microbiologie et biologie moléculaire pour le laboratoire de référence de l'UE *Listeria monocytogenes* (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 6 décembre 2017.

- 1 poste de gestionnaire des ressources humaines (F/H) (agent contractuel – CDD 2 ans) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 6 décembre 2017.

- 1 poste de juriste (F/H) (agent contractuel – CDD 9 mois) à Maisons-Alfort (94).

  Date limite de candidature : 20 décembre 2017.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de gestionnaire recettes – redevances cynégétiques (F/H) (titulaire de catégorie C ou agent contractuel – CDI) à Saint Benoist–Auffargis (78).

  Date limite de candidature : 29 décembre 2017.

- 1 poste d'adjoint au chef du département budget et performance (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD/CDI) à Saint Benoist–Auffargis (78).

Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

Parcs nationaux :

- 1 poste de chargé de mission architecture patrimoniale et patrimoine bâti (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD 3 ans) au parc national des Ecrins à GAP (05).

Date limite de candidature : 15 décembre 2017.

- 1 poste de chargé de biodiversité (F/H) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel – CDD 3 ans) au parc amazonien de Guyane à Maripasoula.

Date limite de candidature : 24 février 2018.

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste de chef de l'unité suites de contrôles (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 15 décembre 2017.

- 1 poste de chef de l'unité coordination et expertise communautaire et contrôles externes (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 15 décembre 2017.

- 1 poste d'adjoint au chef d'unité (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

- 1 poste de responsable de pôle (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 31 décembre 2017.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chargé de mission qualité des données de surveillance (F/H) (titulaire de catégorie A) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 22 décembre 2017.

- 1 poste de chef du service production et valorisation des connaissances (F/H) (titulaire de catégorie A) à Compiègne (60).

  Date limite de candidature : 26 décembre 2017.

- 1 poste de chargé de mission état biologique des cours d'eau et plans d'eau (F/H) (titulaire de catégorie A) à Vincennes (94).

  Date limite de candidature : 22 décembre 2017.

Agence de services et de paiement (ASP) :

- 1 poste de chef du service des affaires générales adjoint (F/H) (titulaire de catégorie A) à Nîmes (30).

  Date limite de candidature : 21 décembre 2017.

- 1 poste de chef du service des aides économiques et sociales (F/H) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

  (cette fiche de poste annule et remplace celle publiée en annexe de la note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2017-917 – le niveau de classement parcours professionnel est porté de 2 à 3 et le groupe RIFSEEP de 3 à 2).

  Date limite de candidature : 14 décembre 2017.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE
Chargé(e) de projet Zones inondables Rives de l'Estuaire de la Gironde pour la délégation Aquitaine (CDD 3 ans)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'État, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 200 000 ha situés sur le littoral, dont la moitié en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral. Ces délégations qui constituent les services déconcentrés de l'établissement sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Aquitaine de l'établissement située à Bordeaux est composée de 9 agents intervenants sur les départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Fin 2015, sur sa zone de compétence, 43 sites représentant 7 250 ha, sont ouverts au public et bénéficient de gestion et d'aménagements.

Description du poste

En 2017, le Conservatoire a candidaté à l'appel à projet « Valorisons et restaurons les zones inondables » proposé par l'Agence de l'eau Adour Garonne et les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Son projet sur les rives de l'Estuaire de la Gironde a été retenu et nécessite le recrutement d'un chargé de projet pour une durée de trois ans.

Le projet du Conservatoire vise à développer son action sur un territoire identifié à enjeux pour ses paysages, la fonctionnalité de ses zones humides et son intérêt écologique : les rives de l'Estuaire de la Gironde, de Ludon-Médoc à Pauillac, soit près de 4700ha (14 communes). Cette mission s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement, et notamment, la création d'un ou plusieurs périmètres d'intervention nécessitant au préalable, l'élaboration d'études diagnostics et une animation territoriale active.

Le chargé de projet est placé sous l'autorité de la déléguée de rivages. Il fait partie, pour la durée de sa mission, de l'équipe de la délégation Aquitaine du Conservatoire. Il travaille en relation fonctionnelle avec l'ensemble de la délégation et est encadré par la chargée de mission territoire Médoc en lien avec le chargé de mission foncier.

Description des missions

Le chargé de projet est en charge de la mise en œuvre et du suivi du projet. Son action s'inscrit à trois niveaux :

1. Études diagnostics :
   - Élaboration des cahiers des charges des études de connaissance du territoire (milieux naturels, archéogéographie, hydraulique, enjeux de gestion…) et d'identifications des besoins.

- Commande et suivi de la bonne réalisation des études en liaison avec le service commande publique.

2. Mise en place et suivi de la concertation sur le territoire :
   - Organisation et animation des réunions (comités de suivi, réunions publiques, etc).
   - Reporting dans le cadre du financement par les partenaires du projet : bilans d'exécution, rédaction de compte-rendu/synthèses permettant la valorisation des actions mises en œuvre, etc.
3. Prospective foncière :
   - Inventaire foncier dans les périmètres définis.
   - Assistance à la prospection foncière : participation aux réunions (réunions de présentation du Conservatoire, comité de syndicat de bassin versant), envoi de courriers aux propriétaires, mise en œuvre et suivi des procédures administratives pour la réalisation des acquisitions.

Profil et compétences requises

- Diplôme niveau bac +5 : spécialité aménagement du territoire, géographie du littoral
- Esprit d'analyse et de synthèse, méthode, capacité d'initiatives
- Connaissances bienvenues des mécanismes et outils fonciers liés aux acteurs publics
- Expérience de l'animation de projets
- Capacité rédactionnelle, d'animations de réunions et de travail en équipe
- Maitrise du SIG (logiciels ArcGis et QGis)
- Permis B (déplacements à prévoir)

Caractéristiques du poste :

Poste de catégorie A à temps complet ouvert :
- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat pour une durée de 3 ans ;
- en CDD de 3 ans par la voie d'un recrutement externe.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est à pourvoir dès que possible.
Il est localisé à la délégation Aquitaine du Conservatoire du littoral à Bordeaux (Gironde).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés de la copie des diplômes, sont à faire parvenir, **au plus tard le 06 janvier 2018 :**

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne : *www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi*

Renseignements sur le poste :

Nathalie MADRID, déléguée de rivages Aquitaine
n.madrid@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs sur le poste :

PANZA Valérie, service des ressources humaines
v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un chargé de mission « gestion écologique du littoral » pour la délégation Aquitaine

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » ; est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha en outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Aquitaine du Conservatoire est composée de 9 agents et intervient sur les départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Sur le territoire de la délégation, le Conservatoire est propriétaire de près de 7300 ha, répartis sur 34 sites.

Description du poste et des missions

1. *Gestion des activités compatibles avec la vocation des sites*

Le chargé de mission, en lien avec les gestionnaires, les services de l'État, les organismes représentant les diverses activités, assure la concertation préalable puis met en œuvre les procédures d'occupation du domaine (économique ou de loisirs) et traite les demandes d'autorisations d'activités ponctuelles.
Il participe à l'élaboration des conventions de partenariat avec les organismes représentants les activités concernées (agriculture, pêche, chasse, sports, etc).
Il participe au suivi des contentieux d'usage en lien avec les services nationaux du Conservatoire.
Il est en lien avec les services du siège sur des thématiques nationales (agriculture, chasse, sports de nature notamment).

2. *Consolidation de la coopération avec les gardes du littoral*

Le chargé de mission est référent garderie de la délégation : il anime et conforte le réseau des gardes et contribue à leur professionnalisation (organisation de rencontres régionales, suivi des commandes de tenues).
Il accompagne la mise en œuvre de la police de la nature sur les sites : commissionnement des gardes, rédaction des arrêtés municipaux ou préfectoraux en lien avec les gestionnaires et les services de l'État, relations avec les services du procureur, les sous-préfectures et participation éventuelle aux travaux de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN).
Il assure la commande de la signalétique en lien avec les chargés de mission et la personne en charge des projets de communication en délégation.

3. *Suivi de la gestion de sites landais (RNN du marais d'Orx, RNN du courant d'Huchet, Barthes de l'Adour)*

Le chargé de mission est en charge du suivi de la gestion des trois espaces naturels sur le département des Landes. Le marais d'Orx (RNN) est le seul aujourd'hui à être acquis, le chargé de mission y assure

la mission de propriétaire : suivi de la rédaction du plan de gestion et des études menées par le gestionnaire et éventuellement commande d'études complémentaires, négociation et suivi des conventions avec les gestionnaires et partenaires de la gestion, participation au comité consultatif.
Pour les deux autres sites, le chargé de mission intervient en amont des acquisitions et mettra en œuvre la gestion après acquisition.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité de la déléguée de rivages.
Il fait partie de l'équipe de la délégation Aquitaine du Conservatoire du littoral située à Bordeaux (33).
Pour réaliser ses missions, il travaille en lien et en transversalité avec l'équipe des chargés de mission de la délégation. Il est par ailleurs en relation fonctionnelle avec les autres agents de la délégation et les services nationaux du Conservatoire du littoral.

Profil et compétences requises

- diplôme bac +5 spécialisé en écologie ou gestion des espaces naturels,
- connaissances en droit de l'environnement,
- compétences en matière de gestion écologique du littoral et de sites naturels,
- compétences en matière d'acquisition foncière,
- rigueur et organisation dans le travail,
- sens du contact et des relations, capacités de dialogue, de concertation et de négociation,
- bonne expression orale et écrite, capacité rédactionnelle,
- autonomie et sens de l'initiative,
- disponibilité (nombreux déplacements sur l'aire de compétence de la délégation),
- permis B.

Caractéristiques du poste
Poste de catégorie A à temps complet.
Ce poste est ouvert :
- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat ;
- aux agents contractuels en CDI relevant du quasi-statut ;
- en CDI par la voie d'un recrutement externe

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Le poste est à pourvoir dès que possible, il est localisé à Bordeaux (Gironde).

Dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative) sont à adresser **au plus tard le 06 janvier 2018**.

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Madame Nathalie MADRID, déléguée de rivages Aquitaine
n.madrid@conservatoire-du-littoral.fr
Madame Laure GUILHEM, déléguée adjointe
l.guilhem@conservatoire-du-littoral.fr
Tel. 05 57 81 23 23

Date : 15/11/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en microbiologie et biologie moléculaire pour le Laboratoire de référence de l'UE *Listeria monocytogenes* (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou fonctionnaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 3 ans**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort / Unité SEL « *Salmonella* Et *Listeria* » / Equipe Référence & Surveillance

Missions / contexte

La détection, l'identification et la caractérisation des dangers microbiologiques pour l'Homme et transmis par les aliments sont des missions prioritaires du laboratoire. Ces activités sont portées notamment par l'unité SEL pour les pathogènes bactériens qui sont *Salmonella* et *Listeria monocytogenes* et s'inscrivent dans le cadre des analyses de contrôle officiel et d'autocontrôle, de l'appréciation du risque et de la surveillance de ces pathogènes.

Dans ce contexte, l'équipe « Référence & Surveillance » au sein de l'unité SEL a notamment en charge la réalisation du programme de travail du Laboratoire de référence de l'Union Européenne pour *Listeria monocytogenes* (LRUE Lm) dont le mandat est détenu par le laboratoire.
Ce programme de travail porte sur trois axes principaux qui sont :
- la détection et le dénombrement de *Listeria monocytogenes* dans les aliments ;
- la durée de vie des aliments au regard de Listeria monocytogenes ;
- la caractérisation moléculaire et la surveillance des souches de *Listeria monocytogenes.*

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité SEL et de son adjoint, le technicien exercera ses fonctions au sein de l'équipe «Référence & Surveillance» composée de 17 personnes, techniciens et scientifiques.
Sous l'autorité fonctionnelle du responsable d'équipe «Référence & Surveillance» et en collaboration avec les techniciens et scientifiques de l'unité ainsi que le responsable/responsable adjoint du LRUE *L*m, cet agent sera amené, dans le cadre du programme de travail du LRUE *Lm*, à réaliser les travaux techniques portant préférentiellement sur la thématique de détection et dénombrement de *Listeria monocytogenes* dans les aliments. Les analyses réalisées participeront à la réalisation des projets de développement analytique, d'harmonisation des techniques et d'appui au réseau des Laboratoire Nationaux de Référence européens (LNR) par le biais d'organisation d'essais interlaboratoires d'aptitude (EILA) et de formations. L'agent pourra le cas échéant être sollicité pour la réalisation d'analyses portant sur les techniques de caractérisation des *Listeria monocytogenes* (sérotypage par agglutination, PCR, PFGE, séquençage) et les études de durée de vie microbiologique.

Activités

L'agent aura à réaliser les activités suivantes :

- Mettre en œuvre les méthodes de détection, de dénombrement et de caractérisation des *Listeria monocytogenes*.
- Prendre en charge avec ses collègues la réception ou l'envoi des colis de souches et participer à l'enregistrement des résultats et des informations épidémiologiques associées, dans les bases de données de l'unité.
- Participer au développement et à l'évaluation de méthodes de détection/dénombrement/caractérisation dans le cadre du mandat de LRUE *Lm*
- Réaliser les analyses sous assurance qualité et dans le cadre d'une accréditation du laboratoire pour la mise en œuvre de certaines d'entre elles.
- Contribuer à la mise en collection des souches étudiées dans l'unité et au maintien de celles-ci.
- Participer aux actions de métrologie pour le suivi des appareils utilisés par l'unité, en lien étroit avec les correspondants métrologie et qualité.

Conditions particulières Etat de santé compatible avec la manipulation de pathogènes de classes 2.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS, DUT ou licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie et/ou de la biologie moléculaire
Minimum Bac

Expériences similaires : Expérience indispensable de 3 ans minimum en bactériologie conventionnelle et en biologie moléculaire.
Expérience du travail sous assurance qualité.

Compétences

- Maîtrise des méthodes usuelles de microbiologie conventionnelle et de biologie moléculaire ;
- Bonne aptitude à la communication et au travail en équipe ;
- Connaissances des règles d'hygiène et de sécurité et des risques biologiques ;
- Capacité au travail sous assurance qualité ;
- Utilisation des logiciels bureautiques courants
- Connaissance de l'anglais écrit et parlé.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 décembre 2017

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-136 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/11/2017

Poste à pourvoir	**Gestionnaire des ressources humaines (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 2 ans**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Janvier 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des ressources humaines
Service de gestion du personnel

Missions / contexte

Le service de gestion du personnel assure la mise en œuvre de la politique de gestion des carrières tenant compte notamment des différents statuts des agents. Ceux-ci sont gérés dans le cadre des CAP, en lien avec le Ministère de l'Agriculture pour les titulaires et des CCP pour les contractuels.

La vocation du service de gestion du personnel est d'administrer les RH et de suivre la gestion du temps. A ce titre, il élabore et gère les documents individuels et collectifs concourant à une gestion équitable des carrières et du temps de travail du personnel. Il a en charge de répondre aux questionnements des agents concernant leur carrière administrative et d'assurer le rôle d'interface et de soutien auprès des différentes entités de l'Agence en apportant une expertise réglementaire et son analyse sur de thématiques RH transverses, en lien avec un réseau de correspondants locaux qu'il anime.

Il constitue les fichiers des éléments d'information pour la préparation de la paie en lien avec l'agence comptable et met en œuvre la politique de rémunération (y compris indemnitaire) au sein de l'Agence et en assure le pilotage au travers des tableaux de bord, ainsi que la mise en paiement

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de l'adjointe au chef de service de gestion du personnel, le gestionnaire des ressources humaines assurera le suivi administratif individuel et collectif d'un portefeuille d'agents fonctionnaires ainsi que de l'ensemble des apprentis de l'Agence.

Activités

Support au quotidien des opérationnels et de la direction des ressources humaines, vous assurez, avec une large autonomie sur votre périmètre, la gestion administrative du personnel :

- Vous établissez l'ensemble des actes administratifs associés à la carrière des agents,
- Vous suivez et analysez les données relatives aux effectifs et aux positions administratives,
- Vous collectez l'ensemble des éléments variables relatifs à la paie de votre portefeuille et en assurez le contrôle,
- Vous êtes l'interface avec les agents, les correspondants RH des entités et les organismes extérieurs (ministères),
- Vous participez à la préparation des documents de travail dans le cadre des instances consultatives paritaires,
- Vous rédigez notes et courriers administratifs,
- Vous participez à l'évolution des procédures administratives dans une démarche d'amélioration continue des processus,

En fonction des besoins du service, vous prenez en charge des dossiers transverses de gestion du personnel tels que les experts, les astreintes, la gestion des jours de carence ou les calculs de primes.
Au sein d'un service dynamique, vous participez également à divers projets RH transversaux (politique de primes, projets SIRH, campagne d'information aux agents, veille juridique).

Conditions particulières Respect des contraintes de calendrier (paie, avancement, recrutement)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+3 (en ressources humaines, droit ou gestion) souhaité

Expériences similaires

- Une expérience significative dans le domaine de l'administration du personnel et de la paie est impérativement requise (au minimum 5 années)
- Une expérience dans le secteur public, notamment concernant le statut général des fonctionnaires, serait appréciée

Compétences

- Maîtrise impérative du pack office, notamment Excel
- Qualités rédactionnelles avérées
- Aptitude à organiser et à planifier ses activités
- Sens du contact et du service
- Goût pour le travail en équipe
- Discrétion, disponibilité et rigueur

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 décembre 2017

Renseignements sur le poste : Anne-Cécile DESGEORGES, adjointe du chef du service de gestion du personnel (anne-cecile.desgeorges@anses.fr ; Tél : 01 49 77 26 68)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-137 à :** recrutement@anses.fr

Date : 23/11/2017

Poste à pourvoir	**Juriste (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 9 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction générale / Direction des affaires juridiques

Missions / contexte

Placée sous la responsabilité de la Directrice générale adjointe en charge des affaires générales, la Direction des affaires juridiques est chargée d'assurer la sécurité juridique des activités de l'Agence, par la production de conseils et d'avis juridiques, et par la diffusion des dispositions juridiques applicables à l'Agence. Elle participe à l'élaboration des règles et principes, notamment déontologiques, applicables aux personnels et aux collaborateurs de l'Agence. Elle assure le suivi des affaires contentieuses, en lien avec les directions concernées.

Elle apporte l'appui de son expertise aux autres services et entités de l'Agence, y compris en matière d'archivage.

La Direction est également chargée des questions liées à l'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques (CADA), ainsi que de la protection des données personnelles dans le cadre de la mise en œuvre des traitements CNIL.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé(e) sous la responsabilité de la Directrice des affaires juridiques, au sein d'une équipe composée d'une directrice, d'un adjoint, de cinq juristes, d'un archiviste et d'une assistante, le (la) juriste est plus particulièrement chargé(e) de fonctions de consultation juridique dans le domaine des missions de l'Agence, liées notamment aux produits phytopharmaceutiques, médicaments vétérinaires, produits biocides ainsi qu'au suivi de l'activité qui peut en découler.

Activités

A ce titre, le (la) juriste sera chargé(e) de :

- assurer le suivi des affaires pré-contentieuses et contentieuses de droit public ;
- conseiller les services : appréciation des risques juridiques, aide à la décision, rédaction de notes et d'études juridiques, contrôle de la légalité des décisions ;
- assurer une veille juridique dans son domaine de compétence (analyse et commentaire de textes ou de jurisprudence, suivi de l'actualité législative et réglementaire, française et européenne) ;

En outre, le (la) juriste participera à des missions d'expertise, de conseil et de veille juridique dans les domaines suivants :

- droit administratif général ;
- droit des contrats, activité partenariale de l'Agence;
- traitements informatisés de données et relations avec la CNIL ;
- déontologie ;
- droit de la propriété intellectuelle.

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 en droit (droit public, droit de la santé, de la sécurité sanitaire, droit de l'environnement)
Minimum Bac+3

Expériences similaires : Une expérience est souhaitée sur des fonctions similaires

Compétences

- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit d'initiative, rigoureux(se)
- Maitrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle et dynamique
- Anglais apprécié

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 décembre 2017

Renseignements sur le poste : Manuelle VERTOT (manuelle.vertot@ anses.fr), Directrice des affaires juridiques.

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-139 à :** recrutement@anses.fr

ONCFS **27/11/2017**
Avis n° 17-116-AC

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir au 1er avril 2018

A pourvoir en interne ou en externe, en position normale d'activité, ou par voie de détachement,
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie C
Fonction :	Gestionnaire recettes – Redevances cynégétiques (F/H)
Affectation :	Agence comptable – Secteur recettes
Résidence administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'Agence comptable, composée de quatorze agents, a pour mission la tenue et la reddition des comptes de l'Etablissement. Elle est organisée en quatre secteurs (recettes, dépenses, paye, comptabilité), encadrés par l'agent comptable et son fondé de pouvoir.

Description de l'emploi

Le secteur recette de l'Agence comptable est chargé de l'encaissement et du recouvrement de toutes les ressources de l'établissement : ressources propres (abonnement, ventes diverses), recettes affectées (permis de chasser, redevances cynégétiques), subvention de l'Etat et de financeurs divers.
Le secteur recette est placé sous l'autorité directe d'un agent d'encadrement de catégorie B, lui-même placé sous l'autorité de l'agent comptable.
Le poste à pourvoir concerne plus précisément les opérations sur les recettes affectées détaillées ci-dessous.

Activités principales

➢ **Suivi des redevances cynégétiques**
- Enregistrer les écritures comptables liées aux redevances.
- Ajuster et contrôler les comptes.
- Assurer les relations avec les Directions départementales des Finances Publiques et les Fédérations Départementales des Chasseurs.
- Suivre le plafond d'encaisse des redevances et des validations par fédérations dans un logiciel dédié.
- Traiter les dossiers de demande de remboursement.

➢ **Encaissement liés au permis de chasser**
- Réceptionner les demandes de duplicata du permis de chasser et effectuer l'enregistrement comptable lié.
- Réceptionner les « deuxième passage » des candidats à l'examen du permis et effectuer l'enregistrement comptable lié.
- Assurer la suppléance de l'Agent d'administration, chargé des recettes liées aux permis de chasser.

Profil attendu

Connaissances	Connaissance de la comptabilité générale. Connaissance de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) et d'un logiciel de gestion GBCP. Bonne connaissance des outils bureautique (Word, Excel).
Savoir faire	Respecter des consignes et procédures. Capacité d'adaptabilité aux outils informatiques. Travailler en équipe. Savoir s'organiser.
Savoir-être	Rigueur. Être à l'écoute. Faire preuve de discrétion et de réserve.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Michèle MENTION, Agent comptable, par courriel à michele.mention@oncfs.gouv.fr
ou
Frédéric LEFEBVRE, Fondé de pouvoir, adjoint de l'agent comptable, par téléphone au 01.78.97.20.28 ou par courriel à frederic.lefebvre@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 29 décembre 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **29/11/2017**
Avis n° 17-117-DAF

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir au 1er février 2018

A pourvoir par voie de mutation interne, de détachement, voire en contrat à durée déterminé
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Adjoint(e) au Chef du département budget et performance (F/H)
Affectation :	Direction des affaires financières - Département Budget et Performance
Résidence Administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité.

CONTEXTE

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

Le Département Budget et Performance est l'un des cinq Départements de la Direction des affaires financières (DAF), elle-même chargée de la gestion financière et budgétaire de l'Office, la commande publique, la gestion patrimoniale et le suivi des conventions multiples que l'Etablissement conclut avec ses nombreux partenaires.

Le budget de l'ONCFS s'élève à 119 millions d'euros (dont 93,50 en dépenses de Personnel) et est structuré en Centres de responsabilité budgétaire (CRB). Les Directeurs, Délégués interrégionaux sont les principaux responsables de ces CRB.

Dans certains cas, le CRB peut même se définir à un niveau plus fin (Services opérationnels). Les recettes de l'Etablissement proviennent principalement de la subvention État, de recettes fiscales et de recettes propres.

DESCRIPTION DE L'EMPLOI

Assure, en appui du Chef de département, l'évaluation, la préparation du budget et le suivi de son exécution (comptabilité budgétaire et générale).
Participe tout particulièrement au processus budgétaire en matière de Fonctionnement et d'Investissement.
Met en œuvre la comptabilité analytique, le contrôle de gestion budgétaire et le contrôle interne budgétaire.

Activités principales

- **Comptabilité budgétaire**
  - Préparer les éléments budgétaires en matière de Fonctionnement et d'Investissement (AE/CP) pour la réalisation des budgets de l'Etablissement (initial, rectificatifs) et du compte financier ;
  - Préparer les documents nécessaires aux arbitrages internes des CRB en calibrant les ressources ;
  - Notifier les crédits aux CRB et inscrire des budgets dans le progiciel GBCP en cas de besoin ;
  - Assurer la programmation, l'exécution et le suivi budgétaire par le pilotage des AE/CP ;
  - Gérer les crédits au niveau de l'Etablissement et des CRB, et ce notamment en fin de gestion (rééquilibrage des budgets) ;
  - Soutenir de manière opérationnelle le réseau des Gestionnaires budgétaires des CRB dans le cadre du processus de la dépense (appui technique et conseil) ;
  - Piloter l'inscription budgétaire des recettes fléchées en lien avec la Département Recettes et Partenariats et le Gestionnaire du département Budget et Performance.

- **Mesure et pilotage de la performance**
  - Mettre en place la comptabilité analytique en lien avec le Chef de département ;
  - Mettre en place le contrôle de gestion budgétaire et comptable ;
  - Mettre en place le contrôle interne budgétaire, faire des propositions en matière d'audit interne et piloter le processus ;
  - Participer au dialogue de gestion piloté par le Chef de département (comptes rendus de gestion intermédiaires tutelles, contrôleur budgétaire et comptable ministériel, Etablissement…).

- **Expertise**
  - Appliquer et diffuser les instructions budgétaires ministérielles ;
  - Assister les Services gestionnaires pour optimiser l'utilisation de leurs moyens ;
  - Répondre aux demandes concernant le chiffrage d'opérations particulières.

- **Compétences transversales**
  - Participer aux travaux du Chef de département en tant que de besoin ;
  - Être en capacité de subvenir aux missions des agents du Département en cas d'absence ;
  - Dialoguer avec les différents Départements de la DAF. Conseil et appui auprès de sa hiérarchie et de ses collègues ;
  - Participer à la rédaction de guides de procédures. Être en capacité de proposer et de mettre en œuvre de nouvelles procédures ;
  - Contribuer à l'adaptation des procédures internes et du nouveau système d'informations financières, découlant de l'entrée en vigueur du décret GBCP ;
  - Rédaction et traitement des courriers.

Conditions particulières d'exercice

Confidentialité et obligation de réserve.
Fortes contraintes de calendrier (périodes de programmation budgétaire et de clôture notamment)
Déplacements possibles.
Bascule d'un progiciel de comptabilité générale (Gfi SIREPA) à un progiciel GBCP (Gfi Dynamix SSP) en janvier 2018.

PROFIL ATTENDU

Connaissance	Principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public. Maîtrise de la comptabilité publique, de la réglementation M9 et des éléments du décret GBCP. Connaissance de progiciel GBCP appréciée. Environnement professionnel (techniques de communication, notion de management, suite bureautique Office 2016). Management.
Savoir faire	Elaborer un budget et suivre son exécution. Analyser et synthétiser les informations. Conseiller, réaliser des outils d'aide à la décision. Travailler en équipe et en réseau et s'adapter aux différents interlocuteurs. Respecter les délais et les procédures. Rédiger et mettre en forme des documents. Travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte. Faire preuve de rigueur, de logique, d'organisation et de fiabilité.
Savoir-être	Esprit pratique. Disponibilité et réactivité Sens de l'écoute et du dialogue. Confidentialité.

Diplômes ou qualifications recommandés pour le profil de poste

Un diplôme de niveau II minimum est attendu, idéalement en gestion publique.
Une expérience préalable en établissement public dans le domaine budgétaire est nécessaire, la maîtrise des processus de la GBCP indispensable.
La connaissance de Gfi SIREPA serait appréciée ou le cas échéant, d'un progiciel GBCP.

CONTACT ET MODALITES POUR DEPOSER UNE CANDIDATURE

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Erwan BROSSAIS, Chef du département budget et performance, par téléphone au 01.30.46.60.43 ou par courriel à l'adresse erwan.brossais@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 31 décembre 2017**, terme de rigueur, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer

Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

PARC NATIONAL
des ECRINS
Direction

FICHE DE POSTE

Chargé de mission architecture patrimoniale et patrimoine bâti

Poste à pourvoir au 1er février 2018
Poste à 50 % sur 3 ans

LOCALISATION ET RESIDENCE ADMINISTRATIVE : Siège du Parc national des Ecrins, Gap, Hautes-Alpes

NIVEAU : Ingénieur ou agent de catégorie A - Contractuel en quasi statut

ENVIRONNEMENT DU POSTE :

Le Parc national des Ecrins est un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.ecrins-parcnational.fr.
Il est organisé en un siège se situant à Gap et quatre secteurs, dont trois sont constitués de deux implantations.
Le siège du Parc national des Ecrins se compose de quatre services : le secrétariat général, le service scientifique, le service accueil-communication et le service aménagement.
Le service aménagement est en charge, entre autres, de l'appui au développement local dans différents domaines d'activités.
Le chargé de mission « architecture et patrimoine bâti » relève du service aménagement. Il exerce son activité depuis le siège du Parc, sous l'autorité du chef de service.

MISSIONS :

Le chargé de mission « architecture et patrimoine bâti » intervient dans le cadre du développement et de l'accompagnement des projets portés par les acteurs du territoire et par l'Etablissement dans les domaines du patrimoine bâti. Il travaille en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et organismes compétents dans ces domaines, ainsi qu'avec les secteurs du parc

Il assure les fonctions de chef de projet sur des opérations qui lui sont confiées par le chef de service. Il assure alors le suivi financier et le cas échéant, des recherches de financements. Plus généralement, il est amené à initier, piloter ou coordonner des projets en lien avec les objectifs du Parc national, dans son domaine d'activité et en relation avec de nombreux partenaires.

Il anime la réflexion autour de ses thèmes de compétence et apporte un appui technique interne ou externe.

Il entretient des relations de travail avec les partenaires externes, notamment dans le cadre de différents réseaux. Il peut être amené à représenter l'établissement.

ACTIVITES :

- Appui pour la sauvegarde et la restauration du petit patrimoine bâti traditionnel (fontaine, moulin, chapelle) et du paysage construit (murets, terrasses…) : diagnostic technique, préconisation technique, aide au suivi des travaux
- Accompagne les collectivités ou l'Etablissement sur les projets de requalification du bâti ou de construction : diagnostic des besoins et programme, appui à la rédaction du CCTP et au choix du maitre d'œuvre, aide au suivi des travaux
- Anime le volet architecture du marché d'expertise architecturale et paysagère en appui aux communes
- Assure un rôle d'expert pour le compte de l'établissement (avis sur les demandes d'autorisation de travaux pour le conseil scientifique...)
- Organise des chantiers/formations sur les savoir-faire traditionnels
- Anime une démarche « d'atelier patrimoine » dans le cadre d'un programme LEADER qui vise à sensibiliser et former aux patrimoines bâti traditionnels et processus de construction liés
- Oriente les communes sur d'éventuelles demandes de subventions auprès du Parc et gère le suivi des demandes
- S'assure d'une cohérence architecturale sur l'ensemble des projets à l'échelle du Parc
- Gère la BDD patrimoine bâti du Parc (met à jour l'inventaire, anime l'appropriation de l'outil par les agents de terrain,veille à l'alimentation de la BDD, communique sur son contenu en lien avec le SCOM)

COMPETENCES REQUISES :

Savoirs, connaissances :

<u>Expérience requise dans le domaine de la restauration du patrimoine bâti, petit patrimoine rural et acteurs du patrimoine</u>

Diplômé en architecture ou, le cas échéant, avec une solide expérience dans le domaine de l'architecture traditionnelle

Expérience dans le domaine de la restauration du patrimoine bâti, petit patrimoine rural et acteurs du patrimoine

Ingénierie et techniques de constructions traditionnelles

Contexte réglementaire des aides à la restauration

Connaissance du territoire et des acteurs

Connaissance du travail en mode « projet »

Connaissance des sources de cofinancements

Notions en gestion de base de données

Savoir-faire, aptitudes :

Gestion et ingénierie de projets : conduite de projets - suivi – évaluation
Animation de réunion – qualités pédagogiques
Maîtrise des outils bureautiques
Qualités rédactionnelles
Ecoute, qualités relationnelles
Aptitude au travail en équipe
Autonomie

PROFIL SOUHAITE

Agent de catégorie A ou ingénieur contractuel en quasi statut, diplômé en architecture ou, le cas échéant, avec une solide expérience dans le domaine de l'architecture traditionnelle et de la restauration du patrimoine bâti, petit patrimoine rural et acteurs du patrimoine.

RENSEIGNEMENTS

Isabelle VIDAL, chef du service aménagement
isabelle.vidal@ecrins-parcnational.fr – Tel : 04 92 40 20 19

Fédéric SABATIER, chargé de mission urbanisme paysage
frederic.sabatier@ecrins-parcnational.fr – Tel : 04 92 40 20 52

CANDIDATURE

Le dossier comprendra obligatoirement :
- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae

Le dossier sera adressé par courrier à :
Monsieur le directeur du Parc national des Ecrins
Parc national des Ecrins - Domaine de Charance
05 000 GAP

avec copie par mail à :
pierre.commenville@ecrins-parcnational.fr
isabelle.vidal@ecrins-parcnational.fr
corine.bourgeois@ecrins-parcnational.fr

Date limite de candidature : le 15 décembre 2017

CHARGE(E) DE BIODIVERSITE

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiques des parcs nationaux, l'établissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : *« contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel »* et « *participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national»*.

Le Parc amazonien de Guyane inscrit ses activités scientifiques dans le cadre du Contrat d'Objectifs 2015-2017 / Etat – Etablissement public et des orientations et mesures retenues à la charte du Parc national approuvée le 28 octobre 2013 par décret. Elles entrent également en cohérence avec le document stratégique de politique de connaissance et de participation à la recherche scientifique validé par le Conseil scientifique du parc, instance consultative sur laquelle s'appuient l'Etablissement et ses équipes pour définir et mettre en œuvre les actions liées à la gestion des données et aux programmes d'études.

Résidence administrative : Maripasoula (délégation territoriale du Maroni)

Statut : Poste de catégorie B, ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels quasi statut de l'AFB (catégorie B – 2ème niveau), pour une durée de trois ans.

Missions :
Sous l'autorité du chef de délégation territoriale du Maroni, encadré par le Responsable patrimoine, en lien fonctionnel avec le Service patrimoines naturels et culturels, le ou la chargé.e de biodiversité assure le suivi et la mise en œuvre de l'ensemble des actions de son domaine d'activité sur le territoire de la délégation. Il/elle a également une mission transversale au Parc amazonien, en tant que référent de terrain dans les domaines de la gestion des ressources naturelles (halieutiques et cynégétiques en particulier). A ce titre, il/elle est amené.e à se déplacer au siège et dans les deux autres délégations.

Plus spécifiquement, il/elle :

- Suit l'ensemble des dossiers dans le domaine de l'acquisition des connaissances et des études scientifiques en écologie et biodiversité concernant le territoire de la délégation du Maroni. Il/elle participe à la programmation, prépare, organise et met en œuvre les actions conduites dans le cadre de programmes d'études ou de recherche. Il participe à ce titre au Conseil scientifique.

- Applique et fait appliquer les protocoles d'inventaire et de suivi de la biodiversité pour lesquels il peut participer à la conception. Il/elle anime au sein de la délégation du Maroni la collecte, la remontée et la bancarisation des informations et des données sur les espèces, les habitats naturels et les sites.

- Participe à la réalisation des expertises techniques concernant les espèces, les habitats naturels et les sites et assure sur le terrain la cohérence des activités de l'Etablissement avec le contexte socioculturel local. Il/elle met en œuvre des expérimentations et des enquêtes.

- Organise ou participe à l'analyse de l'état des fonctionnalités biologiques et à l'identification des espèces. Dans le cadre de la gestion des ressources naturelles (chasse et pêche notamment), il/elle formule des objectifs de gestion en lien avec l'équipe du service PNC et les partenaires, met en œuvre ces actions pour

lesquelles il/elle est référent.e sur les autres délégations et peut être amené.e à co-animer un réseau de médiateurs ou d'enquêteurs, en lien avec les chefs de délégation et techniciens écologie de ces délégations.

- Organise et accompagne des missions sur le terrain dans son domaine de référence.

- Forme un réseau d'agents au niveau des connaissances naturalistes, des protocoles, de la collecte et de la saisie des données et de la cartographie.

- Contribue à des actions d'accueil, de sensibilisation et d'information auprès du public et des scolaires.

Compétences :

- Formation supérieure dans le domaine correspondant
- Connaissance de la biodiversité et des écosystèmes amazoniens souhaitée
- Expérience équivalente d'au moins 5 ans exigée
- Connaissance du territoire, des populations, des enjeux patrimoines naturels sur le territoire du parc amazonien.
- Bonne connaissance des outils de protection et de gestion de la nature.
- Bonne connaissance en analyse statistique des données et en Systèmes d'informations géographiques.
- Connaissance de la réglementation dans le domaine de la protection de la faune et de la flore en Guyane

Capacités :

- Sens des responsabilités et de l'organisation.
- Capacité à travailler en équipe et à animer une équipe.
- Autonomie et pédagogie.
- Capacité à vivre et travailler en site isolé et à être autonome pour des expéditions en forêt amazonienne de plusieurs jours (déplacements aériens, fluviaux et nuitées en hamac).
- Ecoute et dialogue, bon relationnel dans un dialogue territorial et avec le milieu de la recherche scientifique
- Maîtrise d'une langue locale parlée sur le Haut-Maroni serait un avantage.

Echéance de recrutement : 12 mars 2018
Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.
Date limite de candidature : 24 février 2018

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :
Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courriel à :
Gilles KLEITZ – Directeur
gilles.kleitz@guyane-parcnational.fr
Copie à :
Françoise LEMAITRE-ANQUETIL – Responsable des ressources Humaines :
recrutements@guyane-parcnational.fr

Actualisation : 23 novembre 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat général/Service juridique et Coordination communautaire

Chef(e) de l'unité Suites de contrôles

N° du poste : **171103**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : *(en cours de validation)*	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des Attaché d'administration de l'état
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Le Service Juridique et de Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Il est composé de 3 unités. - L'unité Coordination et expertise communautaire et contrôles externes assure une mission d'expertise et de coordination à l'égard de toutes les directions de l'établissement et de l'agence comptable mettant en œuvre la réglementation communautaire relative aux aides agricoles européennes et nationales. - L'unité Suites de contrôles est en charge de la gestion des suites données aux contrôles après paiement des aides réalisés auprès des bénéficiaires par les corps de contrôles externes (Mission COSA, Douanes) Cette unité exploite les rapports de contrôle en liaison avec les services gestionnaires des mesures et la Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC) - L'unité des Affaires juridiques chargée d'assurer la sécurité juridique de l'établissement et de gérer les contentieux
Objectifs du poste	Assurer l'encadrement de l'unité Suites de contrôles et veiller à ce que les suites appropriées soient données aux contrôles dont l'exploitation relève de l'unité
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	-Définir les missions des agents et organiser le travail au sein de l'unité -Elaborer les procédures et superviser leur bonne exécution -Programmer et superviser l'exploitation les contrôles reconnaissance des organisations de producteurs autres que fruits et légumes. -Superviser les suites données aux contrôles a posteriori relevant du R(UE) n°1306/2013 -Superviser le traitement des recours gracieux -Superviser les fiches d'alerte relatives aux soupçons de fraude décelés dans le cadre des contrôles a posteriori et informer les autres services de l'établissement -Effectuer, en relation avec les deux autres unités du service, les analyses juridiques nécessaires à l'exploitation des rapports de contrôles -Mettre en place des tableaux de bord et de pilotage dans le domaine d'activité -Etre l'interlocuteur privilégié du Secrétariat de la CICC Fonds communautaires agricoles -Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale -Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité -Rendre compte à la cheffe de service et à la Direction générale -Piloter des dossiers spécifiques
Champ relationnel du poste	A l'externe : M COSA, DGDDI, CICC, CCCOP, En interne : unité Coordination et expertise communautaire et contrôles externes, unité des Affaires juridiques, services gestionnaires des aides communautaires, agence comptable, CIAP

Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	- Expérience en matière de gestion des aides de la PAC -Connaissance de la réglementation communautaire	-Capacités d'expertise et d'analyse de textes réglementaires -Qualités rédactionnelles et de synthèse -Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel et Power Point) -Autonomie, rigueur et méthode -Sens du contact et aisance dans la communication -Respect des délais et échéances -Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées

Personnes à contacter	**Véronique ARGENTIN** – cheffe du service juridique et coordination communautaire veronique.argentin@franceagrimer.fr Tel : 01 73 30 31 80 **Dany GAIGNIOT** - Cheffe de l'unité développement des RH mobilite@franceagrimer.fr Tél. : 01.73.30.34.01

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 15 décembre 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat général/Service juridique et Coordination communautaire

Chef(e) de l'unité Coordination et expertise communautaire et contrôles externes

N° du poste : **171102**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : *(en cours de validation)*	Cotation Groupe RIFSEEP : **2** si corps des Attaché d'administration de l'état
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Le Service Juridique et de Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Il est composé de 3 unités. - L'unité Coordination et expertise communautaire et contrôles externes assure une mission d'expertise et de coordination à l'égard de toutes les directions de l'établissement et de l'agence comptable mettant en œuvre la réglementation communautaire relative aux aides agricoles européennes et nationales. - L'unité Suites de contrôles est en charge de la gestion des suites données aux contrôles après paiement des aides réalisés auprès des bénéficiaires par les corps de contrôles externes (Mission COSA, Douanes) Cette unité exploite les rapports de contrôle en liaison avec les services gestionnaires des mesures et la Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC) - L'unité des affaires juridiques chargée d'assurer la sécurité juridique de l'établissement et de gérer les contentieux
Objectifs du poste	- Assurer l'encadrement de l'unité Coordination et expertise communautaire et contrôles externes
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	-Piloter et superviser en relation avec les chefs de pôle qui en ont la responsabilité : - Les travaux de certification des comptes de l'établissement en sa qualité d'organisme payeur des aides de la PAC - Les réponses aux tests et leurs transmissions à la CCCOP - Les travaux de coordination des déclarations communautaires et des contrôles externes incombant au service pour ce qui concerne la gestion et le suivi des créances communautaires relevant du FEAGA I - Les travaux de prévention et de lutte contre la fraude incombant au service - L'analyse du rapport de certification des comptes de FranceAgrimer et le suivi des recommandations - La mise à disposition de la MCOSA des dossiers nécessaires à la réalisation des contrôles a posteriori des bénéficiaires des aides de la PAC - Les travaux de consolidation des données de paiement en vue de la publication annuelle des montants versés au titre de la PAC - Le suivi des enquêtes et audits des corps de contrôles externes nationaux et européens - les notifications à l'OLAF des irrégularités -Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale -Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité -Rendre compte à la cheffe de service et à la Direction -Piloter des dossiers spécifiques
Champ relationnel du poste	A l'externe : CCCOP, corps de contrôles externes, MAA, SGAE En interne : unité Suites de contrôles, unité des *A*ffaires juridiques, services gestionnaires des aides communautaires, agence comptable, CIAP

	Savoirs	**Savoir-faire**
Compétences liées au poste	- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides -Connaissance de la réglementation communautaire	-Capacités d'expertise et d'analyse de textes réglementaires -Qualités rédactionnelles et de synthèse -Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel et Power Point) -Autonomie, rigueur et méthode -Sens du contact et aisance dans la communication -Respect des délais et échéances -Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées

Personnes à contacter	**Véronique ARGENTIN** – cheffe du service juridique et coordination communautaire veronique.argentin@franceagrimer.fr Tel : 01 73 30 31 80 **Dany GAIGNIOT** - Cheffe de l'unité développement des RH mobilite@franceagrimer.fr Tél. : 01.73.30.34.01

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 15 décembre 2017

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
FranceAgriMer (siège)
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Direction des Interventions / Service Programmes Opérationnels et Promotion / Unité Promotion

Adjoint(e) au chef d'unité

N° appel à candidature : **171201**	Catégorie : **A**
Cotation parcours pro. : SO	Cotations RIFSEEP : **3 si corps des Attaché de l'Etat**
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), la direction des interventions de FranceAgriMer a en charge différents dispositifs d'aide à la promotion. L'unité promotion, composée de 35 personnes, assure ainsi la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement des viticulteurs et des négociants dans leur développement commercial à l'export, mais également du dispositif de promotion générique pour toutes les filières agricoles.
Objectifs du poste	En lien direct avec le chef d'unité, le titulaire du poste organise et coordonne l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de promotion.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Anticiper et préparer, en liaison avec le chef d'unité et les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures et le paiement des aides • Coordonner le développement et les évolutions des outils informatiques permettant de gérer les dispositifs de promotion • Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement • Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants à payer • Garantir le respect des procédures et obligations réglementaires • Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le MAA et les représentants de la filière • Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : service des contrôles, agence comptable, service informatique • Entreprises et interprofessions agricoles demandeurs de l'aide à la promotion • Ministère de l'agriculture et de l'alimentation • Corps de contrôle et de certification

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences requises pour le poste	• Connaissance des grands principes du droit européen	• Capacité à manager une équipe • Maîtrise des outils bureautiques • Conduite de projet • Rigueur dans la conception et la mise en œuvre de procédures • Capacité à respecter les délais • Esprit de synthèse
Personnes à contacter	Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr Lucilia MASSON, chef de l'unité promotion ☎ : 01 73 30 22 02 ✉ : lucilia.masson@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH ☎ : 01.73.30.34.01 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
FranceAgriMer (siège)
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion
Unité Programmes opérationnels

Responsable de pôle F/H

N° appel à candidature : **171202**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation RIFSEEP : **3 si corps des Attaché de l'Etat**
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93) Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les fonds opérationnels prévus dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 25 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel.
Objectifs du poste	Au sein d'un pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Le titulaire est également référent sur certaines des activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses par rapport à ces activités.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents pour l'agrément des programmes opérationnels, et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels • Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer le chef d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour d'autre mission déléguée • Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes ou des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes et fonds opérationnels. • Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence • Former les agents de l'unité ou de son pôle • Rendre compte de son activité • Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique • Ministère de l'agriculture et de l'alimentation • Organisations de producteurs et entreprises du secteur des fruits et légumes • Corps de contrôle et de certification

	Savoirs / Connaitre :	Savoir faire / Maîtriser :
Compétences requises pour le poste	• Connaissance des grands principes du droit européen	• Maitrise des outils bureautiques classiques • Capacité à travailler en équipe et à manager une équipe • Rigueur dans la mise en œuvre de procédures • *Reporting* à la hiérarchie
Personnes à contacter	Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr Catherine MICHEL, chef de l'unité programmes opérationnels ☎ : 01 73 30 22 05 ✉ : catherine.michel@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH ☎ : 01.73.30.34.01 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr	

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A – filière technique
Fonction :	**Chargé de mission Qualité des données de surveillance (h/f)**
Affectation :	Direction appui aux politiques publiques – Département des systèmes d'observation et de données – Service surveillance et observation (SURO)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service surveillance et observation
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Le service de la surveillance et de l'observation (14 agents) a en charge la conception et la mise en place des dispositifs d'observation et de surveillance pour les milieux aquatiques et terrestres et assure la maîtrise d'ouvrage d'applications de gestion des données collectées. Il participe à la conception et au transfert du référentiel méthodologique aux acteurs concernés. Il appuie le ministère chargé de l'environnement pour la conception et la mise à jour du dispositif de surveillance DCE. Il pilote les missions techniques de surveillance des directions régionales. Il instruit les agréments des laboratoires.

Description du poste

Mission :

Le chargé de mission mène les travaux contribuant à la mise en qualité des données de surveillance sur l'eau, les milieux aquatiques, marins et la biodiversité pour répondre aux exigences de la réglementation et des directives européennes sur l'eau, les milieux marins, et la biodiversité.
En ce sens, le titulaire met en œuvre le dispositif de l'agrément des laboratoires et pilote les actions relatives à la qualité du laboratoire national de référence AQUAREF. Il est également responsable, au sein de l'AFB, de la démarche d'accréditation de l'établissement sur le recueil de données conformément aux normes en vigueur. Enfin, le titulaire contribue à la démarche qualité de l'établissement et des systèmes d'information concernés.

Activités principales :

1/ Mettre en œuvre le dispositif de l'agrément des laboratoires et participer à son évolution :
- Instruire les demandes d'agrément pour le compte du ministère en charge de l'écologie, en collaboration avec le Cofrac (près de 200 demandes par an),
- Etre responsable du site internet, Labeau, qui permet à un laboratoire de déposer une demande d'agrément et de consulter les laboratoires agréés : être garant de la cohérence des fonctionnalités du site avec les évolutions de l'agrément en faisant évoluer le site le cas échéant
- Assurer un appui technique auprès des laboratoires et des donneurs d'ordre (agences de l'eau, etc.)
- Appuyer le ministère sur l'évolution des textes réglementaires relatifs à l'agrément et aux méthodes et protocoles pour la surveillance

2/ Assurer la programmation, le pilotage et le suivi budgétaire des actions du programme du laboratoire national de référence Aquaref relevant :
- de l'appui aux politiques publiques
- de l'amélioration des opérations d'échantillonnage et de la mise en œuvre des recommandations associées (participation à la rédaction de guide ministériel...),
- de l'amélioration de la qualité des données (outils pour tracer la qualité et contrôles qualité des bases de données).

3/ Etre responsable de la mise en œuvre à l'AFB de l'accréditation de la production de données ichtyofaune :
- Contribuer à l'étude de faisabilité menée par le Cofrac, étape préalable à l'ouverture d'une ligne d'accréditation
- Animer l'harmonisation des pratiques de l'AFB autour des documents de référence du domaine et assoir le rôle de l'agence en tant qu'établissement technique de référence établissant les protocoles
- Définir la démarche qualité à mettre en œuvre qui s'appuie sur un site pilote et la déployer à l'aide d'un consultant choisi suite à un appel d'offre à constituer.

4/ Accompagner, sur le plan de la qualité, la mise en place d'un dispositif de surveillance de la biodiversité terrestre

5/ Contribuer à la démarche qualité de l'établissement et des systèmes d'information concernés
- contribue aux réflexions pour la définition et l'évolution des référentiels « qualité » des systèmes d'information métiers pour la collecte et la gestion des données de suivi, et des systèmes d'information fédérateurs sur l'eau (SIE), les milieux marins (SIMM) et, à terme, la biodiversité (SIB) ;
- contribuer à la mise en œuvre des référentiels qualité des systèmes d'information fédérateurs ;
- participe à la mise en place d'une démarche qualité de l'établissement relative aux données d'observation produites par l'établissement.

Relations liées au poste

Relations internes

Chargés de missions et administrateurs de données du département
Autres directions (Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences, Direction générale déléguée Action territoriale), départements support et directions régionales
Chargé de mission en charge des actions Aquaref relevant de la DREC
Responsable qualité de l'établissement

Relations externes

MEEM/DGALN/DEB et DGPR, DREAL, DGS, ANSES, INRA
Agences et offices de l'eau, Aquaref, SANDRE, INERIS, Cofrac, DAKKS, Laboratoires d'analyses

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A et justifiant de 3 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance des processus d'accréditation des laboratoires
- Connaissances générales sur les contaminants chimiques des milieux naturels et leurs impacts sur le fonctionnement des écosystèmes, sur les méthodes de prélèvement et d'analyse, et spécialisation dans un de ces domaines
- Connaissance des processus qualité

Savoir-faire opérationnel
- Capacité d'animation et de concertation
- Aptitude à la communication
- Aptitude pour le travail en équipe et en partenariat
- Capacité de décision dans un univers incertain et controversé

Savoir-être professionnel
- Rigueur, méthode
- Capacités d'adaptation et d'innovation
- Sens de l'organisation
- Autonomie

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSOD/QUAL/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 décembre 2017

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef du service production et valorisation des connaissances (h/f)**
Affectation :	Direction interrégionale Hauts-de-France Normandie – Service production et valorisation des connaissances
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur interrégional
Résidence administrative :	Compiègne (60)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :
Encadrer, animer et organiser le service pour la production et la valorisation des connaissances relatives à l'état et au fonctionnement des écosystèmes et à la préservation de la biodiversité.

Activités principales :

Management :
- Assurer le pilotage, l'animation et le suivi des activités du service : 3 ingénieurs, 2 techniciens et 1 agent technique, sur 2 sites
- Mettre en œuvre les orientations stratégiques de l'Etablissement en matière de connaissances dans le cadre de la programmation d'activité de la direction interrégionale
- Coordonner l'activité de connaissance et de recherche (en lien avec le département de la recherche de l'établissement) des services départementaux
- Participer aux comités managériaux de la direction Hauts-de-France/Normandie
- Participer à la mise en œuvre de l'AFB et à l'extension progressive des activités vers les nouvelles missions de l'Etablissement en matière de connaissance biodiversité.

Production et valorisation des données :

- Superviser et développer la valorisation des connaissances et des méthodologies, identifier les pistes de développement en la matière
- Contribuer à l'identification et l'analyse des dysfonctionnements des écosystèmes aquatiques en relation avec les impacts des activités et à la recherche des causes
- Identifier les besoins et apporter un appui technique et méthodologique auprès des acteurs
- Participer aux démarches en cours en matière d'observatoire de la biodiversité, avec les Régions
- Contribuer aux expérimentations et à l'élaboration de nouveaux protocoles au niveau national

Coordination de bassin :
- Appuyer le directeur interrégional pour sa contribution au secrétariat technique de bassin (bassin Artois Picardie)
- Etre l'interlocuteur principal de l'agence de l'eau Seine-Normandie pour la mise en œuvre du programme de surveillance DCE (surveillance et révision de l'état des lieux), apporter un appui à l'ingénieur correspondant pour l'Agence de l'eau Artois-Picardie
- Piloter la connaissance sur l'Ile de France pour ce qui relève des réseaux de bassin et nationaux et apporte un appui à la DR pour les études d'intérêt local.

Relations liées au poste

Relations internes
Personnels de la Direction interrégionale (siège et 10 services départementaux)
Directions du siège et services rattachés, services départementaux, antenne de façade

Relations externes
Services et opérateurs de l'Etat, Agences de l'eau, collectivités territoriales
Etablissements rattachés, CBN, réseaux associatifs
Réseau des ingénieurs et techniciens connaissances
Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces protégées
Bureaux d'études, prestataires

Profil recherché

Niveau ingénieur ou équivalent
Première expérience souhaitée dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance de l'écologie des milieux aquatiques
- Connaissance des acteurs de l'eau
- Maitrise de l'analyse de données et/ou de la modélisation appréciée

Savoir-faire opérationnel
- Manager une équipe
- Représenter l'Etablissement
- Conduire un projet et mobiliser une équipe
- Animer une réunion

Savoir-être professionnel
- Esprit d'initiative
- Capacité d'organisation et à rendre compte
- Autonomie
- Sens des relations publiques et de la communication
- Qualités relationnelles et rédactionnelles

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DIRHDFN/PVC/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 26 décembre 2017

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission état biologique des cours d'eau et plans d'eau (h/f)**
Affectation :	Direction appui aux politiques publiques – Département des systèmes d'observation et de données – Service surveillance et observation (SURO)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service surveillance et observation
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Le service de la surveillance et de l'observation (14 agents) a en charge la conception et la mise en place des dispositifs d'observation et de surveillance pour les milieux aquatiques et terrestres et assure la maîtrise d'ouvrage d'applications de gestion des données collectées. Il participe à la conception et au transfert du référentiel méthodologique aux acteurs concernés. Il appuie le ministère chargé de l'environnement pour la conception et la mise à jour du dispositif de surveillance DCE. Il pilote les missions techniques de surveillance des directions régionales. Il instruit les agréments des laboratoires.

Description du poste

Mission :

Le chargé de mission programme, coordonne et anime l'acquisition des données biologiques (en priorité piscicoles) et thermiques. Il veille au maintien de l'expertise de l'agence en matière de prélèvement piscicole et de connaissance de l'ichtyofaune. Il assure la bancarisation des données piscicoles et leur diffusion ainsi que la valorisation des connaissances acquises en cours d'eau et plans d'eau.

Il appuie le chef du service dans le pilotage fonctionnel des directions régionales pour ce qui concerne les missions techniques de connaissance et surveillance et assure l'encadrement fonctionnel des agents du service sur leur mission en lien avec les ingénieurs régionaux de l'AFB.

Activités principales :

- Définir et coordonner les recueils de données biologiques, dont données piscicoles, et thermiques produites en interne et en sous-traitance par des prestataires.

- Programmer les activités et les moyens associés, assurer l'encadrement fonctionnel de la collecte de ces données au sein de l'établissement et assurer la responsabilité de la programmation et du suivi budgétaire de la thématique.

- Assurer le rôle de Chef de projet sur les projets informatiques de saisie et de bancarisation des données piscicoles (ASPE en cours de développement qui vise à remplacer l'outil existant WAMA) et température (RNT), de la conception au déploiement puis de la maintenance en lien avec les services informatiques de l'AFB et en assurant la gestion des équipes projet dédiées.

- Coordonner l'administration des données collectées et contribuer à la conception et à l'évolution des référentiels SANDRE en relation avec les Chargés d'étude ingénierie de données. Garantir la fiabilité des données nécessaires au calcul des indicateurs biologiques.

- Contribuer à la mise à disposition et à la valorisation des données piscicoles.

- Concevoir et améliorer les méthodes de recueil de données avec des organismes de recherche et en assurer le transfert auprès des utilisateurs. Contribuer au maintien et à l'amélioration des compétences des agents de l'établissement concernant l'acquisition des données piscicoles dans le cadre l'application du Système de Management de la Qualité et de l'accréditation des pêches à l'électricité en cours.

- Appuyer le ministère en charge de l'environnement dans l'amélioration du dispositif de surveillance (suivi piscicole et thermique) par l'analyse des connaissances recueillies et participer à la révision des textes réglementaires.

Relations liées au poste

Relations internes

En interne à la direction appui aux politiques publiques (DAPP), l'activité est notamment menée en lien direct avec le Chargé d'études ingénierie de données. Au sein de l'établissement le chargé de mission Etat biologiques travaille en étroite collaboration avec les services territoriaux de l'AFB et nécessite des collaborations régulières avec les directions recherche et police ainsi que le Secrétariat Général (Informatique, Marché) et la Direction de la Communication.

Relations externes

Ministère en charge de l'environnement (DEB, DPMA), organismes de recherche (Irstea, Inra, Ineris ...), partenaires institutionnels (Dreal, DDT(M), Agences de l'eau,…), opérateurs de collecte (EPTB, associations migrateurs, associations naturalistes, AAPPMA…), BE

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A et justifiant de 3 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Bonnes connaissances du fonctionnement des écosystèmes et particulièrement en écologie piscicole
- Connaissance de la réglementation et des acteurs de l'eau
- Connaissance générale des bases de données et des outils de traitement
- Connaissance générale des marchés publics

Savoir-faire opérationnel

- Capacité à piloter des projets informatiques complexes multi-acteurs
- Capacité à programmer et à suivre les budgets (notamment sous-traitance des suivis piscicoles : 1,5 millions)
- Capacité à synthétiser et à rédiger
- Capacité à animer une équipe, un réseau

Savoir-être professionnel
- Méthodique, rigoureux, organisé
- Autonome
- Apte à la prise de décision
- A l'écoute et aptitude à la communication

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSOD/BIO/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 décembre 2017

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction régionale OCCITANIE
Site de NIMES

Parc Georges Besse
115 Allée Norbert Wiener
Immeuble Arche Bötti
CS 70001
30039 NIMES CEDEX 1

Chef de service des affaires générales adjoint (H/F)

N° du poste : 18127 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 3**	
Poste vacant **Date limite de publication : 21/12/2017**		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Positionné au sein du service des affaires générales du site de Nîmes de la direction régionale Occitanie, le poste de Chef de service des affaires générales adjoint est placé sous l'autorité du chef du service. Le service compte 19 agents permanents répartis sur les sites de Toulouse, Nîmes et Montpellier et environ un à deux CDD en période de haute activité.	
Objectifs du poste	Sous la responsabilité du chef de service, encadre, anime et coordonne les activités administratives et financières (financier, logistique, ressources humaines, communication) du service sur les sites de Nîmes et Montpellier.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Co animer et co piloter les équipes Participer en collaboration avec le chef de service au recrutement et à la formation des agents en CDD et nouveaux arrivants Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service Assurer le relationnel avec les fournisseurs, artisans, services du siège et agents de la DR Participer à des groupes de travail, animer des réunions Suivre les tableaux de bord avec le chef de service	
Champ relationnel du poste	En interne : les agents, le Directeur Régional, le chef de service, les Directeurs Régionaux Délégués, les services du siege En externe : les fournisseurs, les artisans, la co propriété, …	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées Connaissance des logiciels de	Capacité d'organisation, de pilotage Réactivité Gérer une relation externe Animation d'équipe Capacité à mobiliser et valoriser les compétences Animation de réunion Rendre compte

	gestion spécifiques Connaissance des services de l'établissement Maîtrise des outils bureautiques et informatiques	Gérer et administrer les processus RH Fédérer, faire preuve de leadership Utiliser les outils informatiques de gestion Organiser et assurer la logistique Capacté d'initiative Sens des relations humaines Rédiger Capacité à fixer des objectifs cohérents - Sens de la confidentialité
	Anne-Marie MORVAN, DR Occitanie - chef du service des affaires générales Tel : 05 62 25 35 31 E-mail : anne-marie.morvan@asp-public.fr Céline GADY, DRH – Conseillère mobilité carrière Tel. : 05 55 12 00 56 E-mail : mobilite@asp-public.fr	

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction régionale Nouvelle Aquitaine
8 place Maison Dieu 87000 LIMOGES

Chef(fe) du Service des aides économiques et sociales

N° du poste : 18155 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel **Postes catégorie A : 3**	**Groupe RIFSEEP: 2**
Poste susceptible d'être vacant **Date limite de candidature : 14 décembre 2017**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de trois sites basés à Bordeaux, Limoges et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. Le service des aides économiques et sociales du site de Limoges est une unité de la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, placée sous la responsabilité d'un Directeur régional délégué. Il est composé d'une trentaine d'agents qui assurent des missions de gestion, de contrôle et d'assistance technique des dispositifs d'aides confiés à l'ASP par différents ministères (Emploi, Solidarités et santé principalement). Il travaille en réseau avec les autres sites de Bordeaux et Poitiers qui assurent des missions analogues.
Objectifs du poste	Le (la) titulaire dirige le service dédié à la gestion des dossiers d'aides touchant au domaine de l'emploi, au service civique, à la garantie de ressource des travailleurs handicapés, et de tout autre mesure nationale et locale à l'exception des aides agricoles confié à la direction régionale Nouvelle Aquitaine sur le site de Limoges.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Participe à la définition des objectifs et priorités du service - Assure l'organisation opérationnelle du service - Encadre les agents du service, procède à leur évaluation et participe à leur formation - Pilote, supervise l'activité du service et réalise le suivi des résultats du service - Décline et met en œuvre la conduite des projets de service - Respecte les engagements contractuels de l'ASP vis-à-vis des donneurs d'ordre - Est l'interlocuteur des partenaires, des donneurs d'ordre et directions du siège de l'ASP dans son domaine de compétence
Champ relationnel du poste	- Partenaires institutionnels (services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, Pôle Emploi, missions locales…) - Directions du siège de l'ASP - Autres services de gestion des aides non agricoles au sein de la direction régionale

	Savoirs-faire	Savoirs
Compétences liées au poste	- Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes - Maîtrise des techniques de communication écrite et orale - Savoir rendre compte, déléguer et être disponible - Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet - Capacité d'anticipation des difficultés et d'alerte le Directeur régional délégué - Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe	- Connaissance de l'environnement et des techniques des différentes filières liées au service et à l'établissement en général - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre - Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité
Personnes à contacter	- Monsieur Yannic Monteilhet - Directeur Régional - 05 56 01 50 51 - yannic.monteilhet@asp-public.fr - Monsieur Frédéric Tournade – Directeur Régional Délégué – 05 55 11 57 07 - frederic.tournade@asp-public.fr - Madame Véronique Gélis - Cheffe du service administratif et financier – 05 55 11 57 08 - veronique.gelis@asp-public.fr - Monsieur Nicolas Lebraud – Conseiller mobilité carrière et formation DRH – 05 55 12 00 64 – nicolas.lebraud@asp-public.fr	

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE